



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL (Moutiers)

Rue de l'Industrie
BP 15
21270 Pontailler-Sur-Saône

Références : 2025_410
Code AIOT : 0006200453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement TITANOBEL (Moutiers) implanté RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL (Moutiers)
- RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers
- Code AIOT : 0006200453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite des installations pyrotechniques sur le territoire de la commune de MOUTIERS, autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stockage de nitrate d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks - Timbrage	AP Complémentaire du 10/09/1999, article 2	Sans objet
2	Lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 10/09/1999, article 15	Sans objet
4	Prévention des risques d'origine électrique	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 43	Sans objet
5	Condition de stockage - emballage	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 97	Sans objet
6	Contenu des registres	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 101	Sans objet
7	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de matérialiser au sol la zone de stockage de nitrate d'ammonium et de justifier de la mise en oeuvre de cette action corrective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks - Timbrage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/1999, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques / quantités stockées
Prescription contrôlée : Rubrique 4220-1 - Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.

XXXXX : XXXXXXXXXXXXXXXX (Informations sensibles non communicables au public)
Constats : L'évaluation des stocks et un contrôle par sondage sur un type d'explosif montrent que le timbrage, avec des quantités stockées inférieures aux quantités maximales autorisées, est respecté .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/1999, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Une réserve d'eau destinée à lutter contre un incendie, d'un volume minimal de 120 m ³ est implantée et réceptionnée par les services d'incendie et de secours, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette réserve d'eau destinée à l'extinction d'un incendie est positionnée dans l'enceinte clôturée de la zone atelier de fabrication [...]. [...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un organisme qualifié. Les poteaux d'incendie n'ont pas à être conformes aux normes en vigueur en termes de débit et de pression d'eau délivrée.
Constats : Le site dispose d'une réserve de 120 m ³ et de 4 poteaux incendie dont le débit a été contrôlé le 24 juin 2024, les débits mesurés à 1 bar étant de 61, 57, 50 et 51 m ³ /h. Les extincteurs ont été contrôlés, et au besoin réparés ou remplacés, le 19 décembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage de nitrate d'ammonium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques / quantités stockées
Prescription contrôlée : Le stockage de nitrate d'ammonium est limité à 80 tonnes. Le gerbage des palettes est interdit ; il est interdit de stocker d'autres produits ou matériaux avec le nitrate d'ammonium. La zone réservée au nitrate d'ammonium doit être matérialisée au sol [...]. [...] Le dépôt sera entouré d'une clôture efficace avec un portail d'accès.

<p>L'aire de stockage sera bétonnée et des précautions seront prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles liquides ou solides accidentellement fondus ne puissent accéder au stockage.</p> <p>L'exploitant met en œuvre une procédure de réception du nitrate d'ammonium.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt de nitrate d'ammonium, qui sert de stock tampon pour le site de Vonges, est vide.</p> <p>La zone réservée au stockage de nitrate d'ammonium n'est pas matérialisée au sol.</p> <p>Le dépôt est entouré d'une clôture efficace avec un portail d'accès.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection une procédure intitulée "Consigne générale de sécurité applicable aux opérations de chargement / déchargement de matières dangereuses" n° INS-03-03 version G du 12/09/2018. Cette consigne intègre le nitrate d'ammonium.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de matérialiser au sol la zone de stockage de nitrate d'ammonium et de justifier de la mise en œuvre de cette action corrective auprès de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Prévention des risques d'origine électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 43</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'origine électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle doit être effectué tous les ans par un organisme agréé. Cet organisme doit explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont été contrôlées du 24 mai au 6 juin 2024. La mention "absence de danger constaté" figure dans le rapport du contrôleur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Condition de stockage - emballage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 97</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés au stockage
Prescription contrôlée : Les emballages renfermant des matières et objets explosibles doivent être stockés de façon stable sur des supports d'une hauteur maximale de 1,60 m. Le fond des emballages ne doit pas se trouver à plus de 1,60 m au dessus du sol. [...].
Constats : La hauteur maximale de stockage est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu des registres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 101
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité explosifs
Prescription contrôlée : Les registres d'entrées et sorties doivent comporter au minimum les informations suivantes : - la "date" du mouvement de produits explosifs concernant le dépôt ou le débit, y compris pour les dépôts, la date des mouvements de réintégration de produits explosifs, quelle que soit l'autorisation qui a permis leur acquisition et la date des entrées et sorties de produits explosifs en consignment au fur et à mesure de ces mouvements ; - la désignation et la quantité de produits explosifs qui font l'objet du mouvement ; - l'origine, à l'entrée, ou la destination, à la sortie de ces produits explosifs ; - les références du titre d'accompagnement des produits explosifs prescrits par l'arrêté du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ainsi que le nom et la qualité de la personne physique qui les remet au dépôt ou à qui ces produits sont remis lorsqu'ils sont extraits du dépôt ou du débit ; - l'évolution des stocks en fonction des mouvements enregistrés. [...]
Constats : Les informations que doivent comporter les registres des entrées et sorties sont inscrites sur plusieurs documents dont le livre de police, les récapitulatifs journaliers des livraisons, les bons d'accompagnement. Les produits sortant ou entrant sont enregistrés à l'aide d'un scanner de codes-barres qui alimente régulièrement le logiciel de suivi des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée :

[...]

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

[...]

Constats :

La vérification complète a eu lieu du 22 juillet au 9 août 2024. L'observation "*mettre en place un parafoudre sur l'alimentation de la vidéo-surveillance et le modem vidéo*" a été suivi de travaux justifiés par une facture datée du 23 août 2024.

Type de suites proposées : Sans suite